

[Accueil](#) > [Les actualités](#) > [Discours](#) > 2012

Discours du Président de la République à l'occasion du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie

Monsieur le Secrétaire général, cher Abdou DIOUF,

Mesdames et Messieurs les Présidents, réunis ici à Kinshasa,

Mesdames et Messieurs, les chefs de délégation, conscients de l'enjeu de la francophonie,

Mesdames et Messieurs, venus nombreux, dans cette grande salle de congrès,

J'ai voulu me rendre personnellement, ici, à Kinshasa au sommet de la Francophonie. D'abord pour une raison simple. Je voulais témoigner du soutien de la France au peuple congolais qui aspire comme chaque peuple à la paix, à la sécurité, à la démocratie.

Je voulais venir ici à Kinshasa, pour exprimer une nouvelle fois ma confiance dans l'avenir de l'Afrique qui est la jeunesse du monde.

Je voulais venir ici, à Kinshasa, pour honorer cette belle et grande cause, qui s'appelle la Francophonie et qui nous réunit tous aujourd'hui, au-delà de nos sensibilités, de nos histoires, de nos différences.

Notre patrie commune -- disait un grand auteur français, Albert Camus - « c'est la langue française ».

La Francophonie est bien plus qu'un patrimoine légué par l'Histoire, bien davantage qu'un lien linguistique entre des populations qui parfois s'ignorent.

La Francophonie, elle porte des valeurs, des principes, des exigences.

Parler le français, c'est une façon de penser, de concevoir le monde. C'est un message de liberté. C'est en français, que les révolutionnaires de 1789 ont proclamé, et donc écrit, la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. C'est en français, en 1948, au lendemain de la seconde guerre mondiale, qu'a été rédigée la Déclaration universelle des droits de l'Homme. C'est en français que s'exprimaient les combattants africains pour l'indépendance, ceux qui refusaient la souffrance des peuples asservis. « La langue française, disait Léopold SEDAR SENGHOR, ce merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial ».

Voilà le sens de l'identité francophone.

J'exprime ma gratitude à l'égard de notre Secrétaire général, Abdou DIOUF, qui a su, à la fois, préserver l'unité de la communauté francophone et en même temps consacrer la place éminente de l'Afrique dans la Francophonie.

L'Afrique occupe une place éminente.



L'Afrique, c'est le continent où notre langue est le plus parlée. Le français est une langue africaine et elle le sera de plus en plus. En 2050, c'est tout proche, 700 millions d'hommes et de femmes parleront le français, 80% seront africains.

L'avenir de la Francophonie, il est ici en Afrique. C'est vous qui allez porter le français, ses valeurs et en même temps ses exigences.

La Francophonie, c'est une belle et grande idée. Elle ne se vit pas comme un conservatoire, comme un musée où nous aurions à protéger notre bien, notre richesse, notre langue. Non, la Francophonie n'a peur de rien, c'est un espace de rayonnement, c'est la promotion de valeurs, c'est aussi l'ouverture, l'échange économique, social, culturel, c'est enfin un lien entre les générations parce qu'il n'y a pas plus beau projet pour la francophonie que de servir la jeunesse, cette jeunesse qui va parler elle aussi en français.

Je suis venu ici, à Kinshasa, pour ce sommet afin de vous proposer, amis francophones, une ambition commune, autour de quatre priorités.

La première, c'est de multiplier les échanges, dans l'espace francophone entre les jeunes, entre les étudiants, les enseignants, les chercheurs, les artistes, les créateurs. La France doit montrer l'exemple. Il y a trop d'obstacles qui sont mis sur la route de celles et ceux qui veulent montrer leurs talents dans l'espace francophone, apporter leur contribution, venir étudier ou chercher. La France a donc réalisé des efforts pour améliorer cette situation à travers des visas de circulation désormais valables sur plusieurs années. Mais il y a encore trop de freins, et c'est pourquoi je veux que les étudiants francophones puissent circuler plus facilement, et que les artistes puissent également être accueillis partout dans l'espace francophone.

La seconde priorité, c'est faire de la francophonie un outil au service du développement.

Le développement, c'est d'abord la préservation de notre planète, la biodiversité à laquelle vous êtes si attachés en Afrique. Le développement, c'est également la lutte contre le réchauffement climatique dont vous n'êtes pas responsables mais qui vous touche particulièrement à travers un certain nombre de catastrophes qui se produisent sur votre continent. Et puisque nous voulons faire du développement une grande cause, portons là ! La France contribuera autant qu'elle le pourra à ce que la Conférence sur le climat en 2015 puisse être un succès. La France également, et je l'ai dit à Rio, continuera de plaider pour la création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement dont le siège devrait se trouver en Afrique. C'est un témoignage là aussi de notre engagement.

Le développement, c'est la solidarité. Nous avons déjà mis en place des financements innovants : la taxe sur les billets d'avion qui permet de trouver des ressources pour lutter contre les pandémies et notamment le SIDA. La France a pris l'initiative d'introduire une taxe sur les transactions financières. Elle est maintenant suivie par d'autres pays européens. Onze ont déjà dit qu'ils y étaient prêts pour que cette taxe, non seulement puisse dissuader la spéculation, mais surtout puisse permettre de trouver de nouveaux financements pour assurer le développement. 10% de cette taxe, concernant la France, seront affectés à des projets de développement ou à des luttes contre des pandémies et notamment le SIDA.

Je veux que la Francophonie puisse porter, là encore, cette belle idée de la solidarité, du développement et que nous puissions nous aussi montrer l'exemple, y compris dans la transparence dans les échanges ou dans les investissements des entreprises. La France défendra, au niveau européen, la publication des comptes des entreprises minières, extractives, forestières pour que, pays par pays, projet par projet, sans exception, nous puissions être sûrs qu'il n'y a pas de prédation dans les pays d'accueil, de façon à ce que nous puissions lutter, plus efficacement encore, contre la



corruption et le pillage des ressources naturelles.

La troisième priorité que nous devons porter ensemble, les francophones, c'est de contribuer au règlement des crises, chaque fois que nous sommes concernés et notamment ici en Afrique. Ici à Kinshasa, je pense aux populations des KIVUS, victimes de conflits à répétition. Je pense à ces populations civiles massacrées, à ces femmes violentées, à ces enfants enrôlés. Oui nous devons, et je le fais à cette tribune, réaffirmer que les frontières de la RDC sont intangibles et qu'elles doivent être respectées.

Je souhaite que les francophones appuient tous les efforts de l'ONU pour qu'elle soit davantage présente ici en RDC, pour la sécurité de l'Est. Je suis favorable à ce que le mandat de la MONUSCO puisse être précisé, élargi si c'est nécessaire. Mais je ne pense pas qu'à ce seul conflit, à cette seule épreuve. Je veux également saisir les francophones de ce qui se passe, au Mali, pays francophone où le terrorisme s'est installé au Nord, où il occupe un territoire, où il met des populations en danger, où il saccage des monuments pourtant inscrits au patrimoine de l'Humanité.

Nous devons affirmer notre détermination à lutter, là encore, contre le terrorisme et à assurer au Mali l'intégrité de son territoire.

Je me réjouis, qu'à l'initiative de l'Union africaine, et je salue son président, de la CEDEAO, et je rends hommage également à son président, il y ait eu hier -- et la France a été active en ce sens -- un vote du Conseil de sécurité permettant maintenant de pouvoir, si les Africains eux-mêmes en décident, d'envoyer une force pour permettre de combattre et de défaire les terroristes et que le Mali puisse retrouver l'espoir et l'intégrité de son territoire.

Mais chacun comprend ici que les menaces vont bien au-delà de ce qui peut se passer dans tel ou tel pays. Nous sommes tous concernés par les trafics de drogue, les trafics d'armes, les trafics d'êtres humains. Et c'est la raison pour laquelle je veux que les francophones s'engagent aussi dans la lutte contre ces fléaux et notamment celui de la drogue. Nous avons besoin d'une stratégie mondiale pour en terminer avec ce qui déstabilise des Etats, menace des sociétés et atteint jusqu'à la jeunesse qui, parfois, elle-même dérive vers ces produits. Oui, c'est une grande cause la lutte contre la drogue parce que c'est cette lutte-là qui permettra aussi de mettre un terme à certains conflits au sein de nos sociétés ou à l'extérieur.

Et puis, la dernière priorité, c'est la démocratie. La francophonie doit porter la démocratie, les droits de l'Homme, le pluralisme, le respect de la liberté d'expression, l'affirmation que tout être humain doit pouvoir choisir ses dirigeants. Voilà les principes que les francophones doivent porter ! Mais nos valeurs, nos droits sont aussi de grandes causes que nous devons là aussi, comme francophones, avoir comme exigence. Je pense notamment à la promotion des femmes qui sont les premières victimes des violences et des guerres et je fais une proposition au Secrétaire général : la France est prête à accueillir un premier forum des femmes francophones pour que nous puissions, là encore, porter ce message au monde, du rôle irremplaçable des femmes, notamment pour le développement. Et enfin, la France sera au premier rang du combat que nous avons engagé pour l'abolition, à l'échelle du monde, de la peine de mort.

Mesdames et messieurs,

Nous n'aurons de cesse de défendre la francophonie. En le faisant, nous n'honorons pas simplement une langue, la langue française, nous faisons en sorte que le français puisse apporter, non seulement un message, mais une part de beauté au monde. Que notre langue puisse enrichir ce qu'elle nomme, ce qu'elle exprime et qu'elle puisse aussi donner de la force à nos idées !



Ce qui nous rassemble, bien plus qu'une langue ou que la diffusion d'une culture, c'est d'abord des principes qui doivent être autre chose que des mots mais des actes. En parlant le français, nous faisons entendre une voix précieuse, utile, différente à l'humanité. Parce que nous, francophones, nous refusons l'uniformité, nous voulons la diversité et nous exprimons la liberté.

Comme francophones, nous n'avons peur de rien, nous ne redoutons rien et nous acceptons parfaitement que nos enfants acquièrent l'usage d'autres langues. C'est bien qu'il en soit ainsi parce que la jeunesse doit parler plusieurs langues, mais aussi le français. N'oublions jamais le français !

Avec la Francophonie, nous affirmons une conception du monde, une volonté de développement, une exigence culturelle. Le français n'appartient pas à la France, il vous appartient, il est à vous. Nous ne vous le donnons pas, nous le partageons. Car le plus beau cadeau que vous pouvez nous faire, à nous français, c'est de parler le français.

La Francophonie, c'est une solidarité entre nous mais qui va au-delà de nous. La francophonie, c'est une responsabilité, celle d'éduquer, de former, de transmettre, de cultiver. La francophonie, c'est une communauté, certes qui a été fondée par l'Histoire mais qui s'élargit chaque jour davantage, à mesure qu'il y a des pays qui nous rejoignent dans l'espace francophone : ces observateurs qui viennent regarder pour ensuite parler et puis tous ces nouveaux locuteurs, nombreux, qui en parlant le français veulent aussi adresser un message de confiance dans ce que nous représentons.

Telle est la belle ambition de la Francophonie : mettre une langue, le français, au service du monde et de la liberté.

Merci.

